

L'essentiel de la plénière 19-22 octobre 2026 Session plénière Strasbourg

Le Parlement fera le point sur le Conseil européen d'octobre

Mercredi matin, les députés examineront les résultats du Conseil européen d'octobre, en présence de la Présidente Ursula von der Leyen et du Président António Costa.

5

Le lauréat du Prix Sakharov 2026 sera annoncé jeudi

La Présidente Roberta Metsola annoncera jeudi le nom du lauréat du Prix Sakharov 2026 pour la liberté de l'esprit, à la suite d'une décision de la Conférence des Présidents du Parlement.

6

Intensification des frappes russes dans l'UE, notamment contre le transport maritime en mer Noire

Mardi, les députés débattront avec Kaja Kallas des incursions de drones russes et des frappes sur le territoire de l'UE. Ils voteront sur une résolution jeudi.

7

Soutien de l'UE à la Cour pénale internationale

Mardi, les députés débattront du soutien de l'UE à la justice internationale et de sa réponse aux sanctions américaines contre la Cour pénale internationale.

8

Attaques des Houthis: montée des tensions régionales et risques pour la sécurité maritime

Mardi, les députés débattront avec Kaja Kallas de l'intensification des attaques des Houthis et de leurs conséquences pour la sécurité régionale. Un vote aura lieu jeudi.

9

Le programme Erasmus+ 2028-2034

Mercredi, les députés débattront des priorités et des besoins budgétaires du programme Erasmus+ pour la période 2028-2034. Le vote aura lieu jeudi.

10

Améliorer l'application des droits des passagers dans l'Union européenne

Mardi, le Parlement devrait donner son feu vert définitif à des règles actualisées de l'UE visant à mieux protéger les passagers et mieux les informer en cas de perturbation de leur voyage.

11

Avenir des relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

Mardi, les députés débattront du prochain sommet UE-Royaume-Uni, prévu le 20 novembre, avec des représentants de la présidence irlandaise du Conseil et de la Commission européenne.

13

Sommet UE-Canada

Mercredi, les députés débattront avec la Commission européenne de leurs attentes à l'approche du sommet UE-Canada, qui se tiendra à Montréal les 29 et 30 octobre.

14

Meurtre de Daphne Caruana Galizia: le Parlement débattrait des lenteurs de la justice à Malte

Neuf ans après l'assassinat de la journaliste, les députés débattront mercredi avec la Commission européenne de l'évolution de la procédure judiciaire et de l'État de droit à Malte.

15

Garantir l'approvisionnement de l'UE en matières premières critiques

Le Parlement adoptera sa position sur les projets visant à renforcer l'autonomie stratégique en garantissant un approvisionnement durable et circulaire en matières premières critiques.

16

Échange de quotas d'émission: plus de quotas gratuits pour l'industrie afin de limiter les fuites de carbone

Les députés voteront sur une modification du système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) afin d'augmenter l'allocation de quotas gratuits pour certaines industries jusqu'en 2030.

17

Produits chimiques: simplification des règles sur les cosmétiques, les engrais et l'étiquetage

Les députés devraient approuver des modifications de la législation pour assouplir certaines règles, tout en maintenant un niveau élevé de protection de la santé et de l'environnement.

19

Économie circulaire et règles en matière de déchets d'emballages, de batteries et de textiles

Les députés voteront sur la suspension des obligations imposées aux entreprises concernant la gestion de leurs produits usagés et débattront de la future loi sur l'économie circulaire.

20

Position du Parlement sur le budget de l'UE pour 2027

Mercredi, les députés voteront sur une résolution dédiée au budget 2027, avant l'ouverture des négociations avec le Conseil.

22

COP31: les priorités en vue du sommet d'Antalya sur le climat

Les députés devraient plaider en faveur d'une sortie plus rapide des énergies fossiles, d'un financement plus important de l'action climatique et d'un soutien renforcé aux pays vulnérables.

24

Accélérer le déploiement du réseau ferroviaire à grande vitesse en Europe

Mardi, les députés adopteront leurs recommandations visant à améliorer les liaisons ferroviaires à grande vitesse dans l'UE et à renforcer la cohésion territoriale.

26

Une politique de cohésion plus forte pour les villes et les régions frontalières orientales de l'UE

Les députés devraient demander que la future politique de cohésion garantisse le "droit de rester" dans les villes de l'UE et renforce le soutien aux régions confrontées à l'agression russe.

27

Des aides pour le Portugal, l'Espagne, l'Italie et Malte après de violentes tempêtes

Le Parlement devrait approuver le versement d'une aide de 489 millions d'euros à ces quatre pays à faire face aux conséquences des violentes tempêtes et inondations survenues en 2026.

29

Fonds européens en faveur des travailleurs licenciés en Finlande

Mercredi, les députés devraient voter sur le versement d'1,1 million d'euros en faveur de 351 travailleurs ayant perdu leur emploi dans l'industrie papetière finlandaise.

30

Autres sujets à l'ordre du jour

Autres sujets à l'ordre du jour

31

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/plenary-news/2026-10-19>

L'essentiel de la plénière - 19-22 octobre 2026 - Session plénière - Strasbourg

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[Suivre la séance plénière en direct](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[Dossier de presse du Parlement européen](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse (FR)

☎ +32 228 40992 (BXL)

📱 +32 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Elodie LABORIE

Attachée de presse (FR)

☎ +32 228 34077 (BXL)

📱 + 32 477 99 06 70

✉ elodie.laborie@europarl.europa.eu

Isabelle ZERROUK

Attachée de presse

☎ +32 228 42742 (BXL)

📱 +32 470 88 02 62

✉ isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu

Le Parlement fera le point sur le Conseil européen d'octobre

Mercredi matin, les députés examineront les résultats du Conseil européen d'octobre, en présence de la Présidente Ursula von der Leyen et du Président António Costa.

Lors de leur réunion à Bruxelles, les 15 et 16 octobre, les chefs d'État ou de gouvernement examineront la proposition de la présidence irlandaise du Conseil concernant le cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2028-2034. Ils débattront également des moyens de renforcer la compétitivité économique de l'Europe, de la poursuite du soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie, ainsi que de la situation au Moyen-Orient.

Les dirigeants européens aborderont également les questions de défense et de sécurité européennes, les moyens de gérer les flux migratoires et d'assurer la protection des frontières, ainsi que la question de l'élargissement de l'Union.

Lors de la séance plénière du 6 octobre, les députés ont [débattu de leurs attentes concernant le sommet](#), en présence de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et de Thomas Byrne, représentant la présidence irlandaise du Conseil.

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

Débat: mercredi 21 octobre

En savoir plus

[Agenda prévisionnel](#)

[Les députés chargés du budget à long terme réagissent à la proposition de négociation de la présidence irlandaise \(10/10/26, en anglais\)](#)

[Page web du Parlement consacrée au budget](#)

[Produits multimédias](#)

Le lauréat du Prix Sakharov 2026 sera annoncé jeudi

La Présidente Roberta Metsola annoncera jeudi le nom du lauréat du Prix Sakharov 2026 pour la liberté de l'esprit, à la suite d'une décision de la Conférence des Présidents du Parlement.

Lors d'un vote prévu le lundi 19 octobre à 19h30, les députés des commissions des affaires étrangères et du développement sélectionneront, parmi les candidatures proposées plus tôt en octobre par les groupes politiques du Parlement, les trois finalistes du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2026.

Jeudi matin, la Conférence des Présidents, qui réunit la Présidente du Parlement européen et les dirigeants des groupes politiques, désignera le lauréat. Roberta Metsola annoncera ensuite le nom du lauréat vers midi, dans l'hémicycle du Parlement.

La cérémonie de remise du Prix Sakharov aura lieu le 16 décembre à Strasbourg.

Contexte

Depuis 1988, le Parlement décerne chaque année le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à des personnes, des groupes ou des organisations, en reconnaissance de leur engagement exceptionnel en faveur des droits humains, de la liberté d'expression ou de la défense des valeurs démocratiques.

En savoir plus

[Commission des affaires étrangères](#)

[Commission du développement](#)

[Sous-commission des droits de l'homme](#)

[Site internet du Prix Sakharov](#)

[Enregistrement vidéo de la présentation des candidatures au Prix Sakharov 2026 lors de la réunion conjointe des commissions \(01/10/26\)](#)

Intensification des frappes russes dans l'UE, notamment contre le transport maritime en mer Noire

Mardi, les députés débattront avec Kaja Kallas des incursions de drones russes et des frappes sur le territoire de l'UE. Ils voteront sur une résolution jeudi.

Le débat intervient après que des drones aient récemment frappé plusieurs navires au large des côtes bulgares et roumaines, en mer Noire. Ces derniers mois, des avions de combat et des véhicules aériens sans pilote (drones) russes ont également violé à plusieurs reprises l'espace aérien de plusieurs États membres de l'UE.

Levée des sanctions européennes sur les importations de fourrure de zibeline russe

Lors d'un débat distinct jeudi après-midi, les députés interrogeront la Commission sur sa décision de retirer de la 21e série de sanctions contre la Russie l'interdiction visant la fourrure de zibeline russe, utilisée dans la confection de vêtements et d'articles de luxe en fourrure. Cette interdiction avait été instaurée il y a quelques mois.

Procédure : déclaration de la Haute Représentante, suivie d'une résolution (attaques russes) / déclaration de la Commission, sans résolution (fourrure de zibeline)

Débat : mardi 20 octobre (attaques russes) / jeudi 22 octobre (fourrure de zibeline)

Vote : jeudi 22 octobre (attaques russes)

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Soutien de l'UE à la Cour pénale internationale

Mardi, les députés débattront du soutien de l'UE à la justice internationale et de sa réponse aux sanctions américaines contre la Cour pénale internationale.

Le 9 octobre, le gouvernement américain a annoncé des sanctions à l'encontre de la Cour pénale internationale (CPI), l'accusant de politisation et de cibler injustement des ressortissants américains dans le cadre de poursuites pour crimes de guerre. À ce jour, les États-Unis ont imposé des sanctions à 17 personnes liées à la CPI. Ces dernières mesures prévoient, entre autres, le gel de tous les avoirs de la CPI détenus sur le territoire américain.

Les députés ont dénoncé à plusieurs reprises la campagne américaine visant la CPI. Dans leur [dernière déclaration, publiée le 9 octobre](#), plusieurs Présidents de commission ont condamné ces sanctions, les qualifiant d'attaque inacceptable contre les fondements de la justice internationale, et ont appelé l'UE à faire preuve d'une solidarité active envers la CPI et son personnel.

Dans [sa déclaration du 10 octobre](#), la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, a averti que les menaces contre la Cour étaient inacceptables. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a vivement critiqué la décision américaine, déclarant que ces sanctions représentaient un "coup dur porté à notre quête collective de justice pénale internationale, dont la CPI est un pilier essentiel".

Créée en 2002, la CPI est une juridiction internationale chargée de poursuivre les personnes accusées de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et du crime d'agression.

Débat : mardi 20 octobre

En savoir plus

[Enregistrement de la conférence de presse consacrée à l'autonomie stratégique européenne dans le secteur financier et aux sanctions américaines \(29/09/26\)](#)

[Enregistrement vidéo de la réunion de la sous-commission des droits de l'homme : Le rôle de l'UE dans le soutien aux mécanismes mondiaux de responsabilité, notamment la compétence universelle et les tribunaux internationaux \(06/05/26\)](#)

[Produits multimédias](#)

Attaques des Houthis: montée des tensions régionales et risques pour la sécurité maritime

Mardi, les députés débattront avec Kaja Kallas de l'intensification des attaques des Houthis et de leurs conséquences pour la sécurité régionale. Un vote aura lieu jeudi.

Les Houthis, mouvement actif au Yémen et soutenu par l'Iran et, ont intensifié leurs attaques contre l'Arabie saoudite ces dernières semaines, prenant pour cible des aéroports, des installations pétrolières et des pétroliers. Deux frappes de missiles ont touché l'aéroport international de Riyad le week-end dernier, faisant plus d'une douzaine de morts.

Cette recrudescence des violences est liée à la guerre entre l'Iran, les États-Unis et Israël. Depuis le début du conflit, les craintes se sont accrues quant à la capacité des Houthis à perturber le trafic maritime dans le détroit de Bab el-Mandeb, un passage stratégique reliant la mer Rouge au golfe d'Aden et une voie essentielle pour le commerce mondial et les exportations d'énergie.

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, avec résolution

Débat: mardi 20 octobre

Vote: jeudi 22 octobre

En savoir plus

[Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\) : Arabie saoudite-Yémen : déclaration du porte-parole sur les dernières attaques des Houthis, 8 septembre 2026 \(08/09/26\)](#)
[Produits multimédias](#)

Le programme Erasmus+ 2028-2034

Mercredi, les députés débattront des priorités et des besoins budgétaires du programme Erasmus+ pour la période 2028-2034. Le vote aura lieu jeudi.

Dans un [texte approuvé par la commission de la culture et de l'éducation](#), les députés souhaitent que le prochain programme Erasmus+ soit plus accessible aux jeunes issus de milieux économiques, sociaux, géographiques et culturels variés.

Ils estiment qu'un budget d'au moins 47 milliards d'euros est nécessaire, contre les 40 milliards proposés par la Commission européenne. Ils proposent également de réserver des parts du budget à des domaines d'action précis : l'éducation et la formation (74,6 %), la jeunesse et le volontariat (15 %), ainsi que le sport (4,1 %).

Selon les députés, le montant des bourses devrait tenir compte du coût de la vie, des prix du logement, de l'inflation et du pouvoir d'achat qui diffèrent selon les pays, les régions et les villes d'accueil. Ils soulignent également que les bourses dans des domaines stratégiques devraient être financées par le Fonds européen pour la compétitivité ou le programme Horizon Europe, sans réaffecter les fonds destinés aux principaux domaines d'action d'Erasmus+.

Une fois que l'assemblée plénière aura adopté sa position, les députés européens seront prêts à entamer des négociations avec le Conseil sur la structure et le budget du programme Erasmus+ pour la période 2028-2034.

Débat : mercredi 21 octobre

Vote : jeudi 22 octobre

Procédure : procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Communiqué de presse à la suite du vote en commission de la culture et de l'éducation](#)

[Profil du rapporteur, Bogdan Zdrojewski \(PPE, Pologne\)](#)

[Conférence de presse de Bogdan Zdrojewski, rapporteur sur le programme Erasmus+ 2028-2034, à la suite du vote en commission de la culture et de l'éducation \(29 septembre 2026\)](#)

[Service de recherche du PE – Erasmus+ programme 2028 – 2034 \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Erasmus+ : évolution, défis structurels et perspectives d'avenir -](#)

[Évaluation de la proposition législative pour la période 2028-2034 \(juin 2026, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - La participation à Erasmus+ en chiffres \(juin 2026, en anglais\)](#)

Améliorer l'application des droits des passagers dans l'Union européenne

Mardi, le Parlement devrait donner son feu vert définitif à des règles actualisées de l'UE visant à mieux protéger les passagers et mieux les informer en cas de perturbation de leur voyage.

La nouvelle législation, [convenue avec le Conseil en juin 2026](#), clarifie les règles relatives au remboursement en cas d'annulation lorsque les billets d'avion sont réservés par un intermédiaire. Les passagers ont droit à un remboursement intégral, y compris des frais d'intermédiation éventuels. Les intermédiaires seront tenus de les informer, au moment de la réservation, des modalités de remboursement applicables.

Des formulaires harmonisés de demande de remboursement et d'indemnisation seront mis à disposition dans toutes les langues pour tous les modes de transport, afin de faciliter l'exercice des droits des passagers.

La législation renforce également les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite en permettant à une personne accompagnatrice de voyager gratuitement avec elles en avion lorsque sa présence est nécessaire.

Contexte

En 2023, la Commission a [présenté](#) une mise à jour des règles européenne régissant les droits des passagers voyageant en avion, en train, par voie maritime ou fluviale, en bus, dans le cadre du [train de mesures sur la mobilité des passagers](#). Le Parlement a adopté, plus tôt en 2026, une [révision spécifique des droits des passagers aériens](#).

Chaque année, près de 3 milliards de passagers voyageant en avion, en train, en autocar, ou en ferry dans l'UE bénéficient des droits des passagers prévus par l'Union. Ce chiffre devrait atteindre 13 milliards d'ici à 2030 et près de 20 milliards d'ici à 2050.

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Vote: mardi 20 octobre

Conférence de presse: mardi 20 octobre à 14 heures (CET), avec le rapporteur Matteo Ricci (S&D, Italie)

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Application des droits des passagers dans l'UE \(en anglais\)](#)

[En bref - Droits des passagers dans l'UE \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Droits des passagers](#)

Avenir des relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

Mardi, les députés débattront du prochain sommet UE-Royaume-Uni, prévu le 20 novembre, avec des représentants de la présidence irlandaise du Conseil et de la Commission européenne.

Le 20 novembre, le Président du Conseil européen, António Costa, et la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, accueilleront le Premier ministre britannique, Andy Burnham, à Bruxelles, à l'occasion du deuxième sommet UE-Royaume-Uni. Cette rencontre sera l'occasion pour l'UE et le Royaume-Uni de renforcer leur partenariat stratégique.

Les dirigeants devraient faire le point sur les progrès accomplis depuis le premier sommet UE-Royaume-Uni, organisé à Londres en 2025, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'énergie, des règles applicables au secteur agroalimentaire, du climat, des échanges entre citoyens, de la migration et de la coopération en matière répressive. Le sommet permettra également d'aborder les prochaines étapes des relations bilatérales.

Lors du débat, les députés exposeront leurs attentes concernant le sommet ainsi que leur vision de l'avenir des relations entre l'UE et le Royaume-Uni.

Procédure : déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

Date : mardi 20 octobre

En savoir plus

[Délégation du Parlement européen auprès de l'Assemblée parlementaire de partenariat UE-Royaume-Uni](#)

[Produits multimédias](#)

Sommet UE-Canada

Mercredi, les députés débattront avec la Commission européenne de leurs attentes à l'approche du sommet UE-Canada, qui se tiendra à Montréal les 29 et 30 octobre.

Le Premier ministre canadien, Mark Carney, accueillera la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le Président du Conseil européen, António Costa, quelques semaines après que la Présidente de la Commission a invité le Canada, [lors de son discours annuel sur l'état de l'Union, à devenir le premier "membre associé" de l'UE.](#)

S'exprimant devant le Parlement lors de la session plénière de septembre, [Mark Carney a appelé à approfondir et à élargir les relations entre l'UE et le Canada](#), afin de bâtir une "alliance pour l'avenir".

Lors du sommet, les dirigeants devraient notamment se concentrer sur les questions du commerce, de la défense et de la sécurité, de l'énergie et des matières premières critiques, ainsi que des technologies.

Déclaration de la Commission, sans résolution

Débat : mercredi 21 octobre

En savoir plus

[Enregistrement vidéo du discours du Premier ministre canadien, Mark Carney, devant le Parlement \(17/09/26\)](#)

[Conférence de presse de Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, et de Mark Carney, Premier ministre canadien \(17/09/26\)](#)

[Résolution du Parlement du 11 mars 2026 sur le renforcement de la coopération entre l'UE et le Canada dans le contexte géopolitique actuel](#)

[Service de recherche du PE - Relations transatlantiques : les États-Unis et le Canada \(01/07/26\)](#)

Meurtre de Daphne Caruana Galizia: le Parlement débattrait des lenteurs de la justice à Malte

Neuf ans après l'assassinat de la journaliste, les députés débattront mercredi avec la Commission européenne de l'évolution de la procédure judiciaire et de l'État de droit à Malte.

Daphne Caruana Galizia était une journaliste, blogueuse et militante anticorruption maltaise. Elle a révélé des affaires de corruption, de blanchiment de capitaux et de criminalité organisée, ainsi que des pratiques de vente de citoyenneté et des liens entre le gouvernement maltais et les Panama Papers. Elle a été tuée dans un attentat à la voiture piégée le 16 octobre 2017. L'indignation suscitée par la gestion de l'enquête par les autorités a finalement conduit à la démission de Joseph Muscat, alors Premier ministre.

Cinq personnes ont été emprisonnées pour leur rôle dans le meurtre de Daphne Caruana Galizia, mais le commanditaire de l'assassinat n'a toujours pas été condamné. Dès décembre 2019, les députés, qui dénonçaient les défaillances de l'enquête, ont appelé la Commission européenne à agir. Depuis, ils sont régulièrement revenus sur cette affaire, notamment dans une résolution adoptée en 2023, [condamnant les progrès limités accomplis pour traduire les responsables en justice](#).

Prix Daphne-Caruana-Galizia pour le journalisme : cérémonie de remise du prix

Le nom du lauréat du [Prix Daphne-Caruana-Galizia pour le journalisme](#), décerné chaque année, sera annoncé le mercredi 21 octobre à 18 heures, lors d'une cérémonie organisée au Parlement à Strasbourg. Dix enquêtes ont été présélectionnées, sur un nombre record de 344 candidatures. Doté d'une récompense de 20 000 euros, ce prix a pour objectif de distinguer un travail journalistique exceptionnel défendant les valeurs de l'Union européenne et témoigne du soutien du Parlement au journalisme d'investigation et à la liberté de la presse.

Débat : mercredi 21 octobre

Procédure : déclaration de la Commission, sans résolution

Cérémonie de remise du prix : mercredi 21 octobre

En savoir plus

[Commission européenne - Rapport 2026 sur l'état de droit](#)

[Produits multimédias \(Prix Daphne-Caruana-Galizia pour le journalisme\)](#)

Garantir l'approvisionnement de l'UE en matières premières critiques

Le Parlement adoptera sa position sur les projets visant à renforcer l'autonomie stratégique en garantissant un approvisionnement durable et circulaire en matières premières critiques.

Le programme, qui sera débattu lundi et voté par les députés mardi, orientera un soutien ciblé vers des projets stratégiques couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur : l'exploitation minière, la transformation, le raffinage et le recyclage. Ces mesures visent à accélérer les capacités d'extraction, de transformation, de recyclage et de substitution, diversifiant ainsi les chaînes d'approvisionnement de l'UE.

Contexte: règlement sur les matières premières critiques

Le règlement européen initial sur les matières premières critiques, [adopté par le Parlement en décembre 2023](#), a jeté les bases d'une boîte à outils à l'échelle de l'Union qui garantit l'accès de l'industrie aux matières premières essentielles aux transitions dans les domaines de l'énergie propre, du numérique, de la défense et de l'aérospatiale. La Commission a proposé des [modifications du règlement sur les matières premières critiques](#) en décembre 2025, découlant de son [plan](#) d'action RESourceEU.

Débat: lundi 19 octobre

Vote: mardi 20 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: Modifications du règlement sur les matières premières critiques \(en anglais\)](#)

Échange de quotas d'émission: plus de quotas gratuits pour l'industrie afin de limiter les fuites de carbone

Les députés voteront sur une modification du système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) afin d'augmenter l'allocation de quotas gratuits pour certaines industries jusqu'en 2030.

La [proposition de la Commission](#) sur laquelle les députés voteront redéploierait environ 80 millions de quotas du SEQUE non alloués encore disponibles pour l'allocation à titre gratuit aux entreprises au cours de la période 2026-2030.

L'objectif de la mesure prise par la Commission est d'atténuer l'abaissement des référentiels de chaleur et de combustibles, qui ont été mis à jour par la Commission en juin 2026.

Selon la Commission, le redéploiement de ces quotas permettrait aux industries soumises à des critères de référence en matière de chaleur et de combustibles, d'économiser environ 6 milliards d'euros et de les protéger davantage contre le risque de [fuite de carbone](#) (lorsque des entreprises grandes consommatrices d'énergie délocalisent leurs activités en dehors de l'UE vers des pays appliquant des règles climatiques moins strictes).

Le Parlement traite le dossier dans le cadre de sa procédure d'urgence. La commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire votera sur le rapport d'[Adam Jarubas](#) (PPE, PL) le lundi 19 octobre. Une fois que la plénière aura adopté sa position, les négociations avec le Conseil pourront commencer.

Contexte

Les entreprises concernées par le SEQUE de l'UE doivent remettre un quota pour chaque tonne de CO₂ qu'elles émettent. Les entreprises exposées au risque de fuite de carbone reçoivent des quotas à titre gratuit sur la base de référentiels établis par la Commission européenne, qui reflètent les installations les plus efficaces sur le plan énergétique dans chaque secteur.

En l'absence de référentiel de produit, l'allocation de quotas à titre gratuit est fondée sur la consommation de chaleur et de combustibles (référentiels de repli). Les valeurs des référentiels pour la période 2026-2030 ont été mises à jour en juin 2026, ce qui a suscité des inquiétudes de la part de plusieurs secteurs industriels concernant de fortes réductions de la quantité de quotas du SEQUE qui seraient disponibles gratuitement.

Vote: jeudi 22 octobre

Procédure: Procédure législative ordinaire, première lecture; procédure d'urgence

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Communiqué de presse - Président Maran: Le SEQE reste un pilier essentiel de la politique climatique et industrielle de l'UE \(17/07/26, en anglais\)](#)

Produits chimiques: simplification des règles sur les cosmétiques, les engrais et l'étiquetage

Les députés devraient approuver des modifications de la législation pour assouplir certaines règles, tout en maintenant un niveau élevé de protection de la santé et de l'environnement.

Ces modifications, qui ont déjà fait l'objet d'un accord provisoire avec le Conseil, seront débattues jeudi matin. Elles mettent à jour les règles relatives aux [produits cosmétiques](#), à la [classification](#), à l'[étiquetage](#) et à l'[emballage des produits chimiques](#) (CLP), ainsi qu'aux [fertilisants](#).

L'accord garantit que les étiquettes restent lisibles pour les consommateurs et prévoit un retrait du marché des produits cosmétiques contenant des substances cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction dans des délais plus courts que ceux initialement proposés par la Commission.

Contexte

Le train de mesures de simplification relatif aux produits chimiques s'inscrit dans une démarche plus large visant à simplifier la législation européenne et à réduire les formalités administratives, afin d'aider les entreprises à innover et à se développer, conformément aux recommandations du [rapport Draghi sur la compétitivité de l'UE](#).

Le secteur de la chimie compte 29 000 entreprises, qui fournissent 1,2 million d'emplois directs et soutiennent 19 millions de personnes dans les chaînes d'approvisionnement. Selon la Commission, les mesures proposées, qui visent à réduire les coûts de mise en conformité et à alléger les charges administratives, devraient permettre au secteur d'économiser au moins 363 millions d'euros par an. En juillet 2025, la Commission a également présenté un [plan d'action pour l'industrie chimique européenne](#).

Débat et vote: jeudi 22 octobre
Procédure : procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Omnibus VI – Simplification des exigences et des procédures applicables aux produits chimiques \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Économie circulaire et règles en matière de déchets d'emballages, de batteries et de textiles

Les députés voteront sur la suspension des obligations imposées aux entreprises concernant la gestion de leurs produits usagés et débattront de la future loi sur l'économie circulaire.

En vertu de la législation européenne actuelle en matière de déchets, les producteurs qui introduisent des produits sur le marché de l'UE paient des redevances qui contribuent à financer les coûts de collecte, de tri et de recyclage de ces produits une fois qu'ils deviennent des déchets (ce que l'on appelle la responsabilité élargie des producteurs ou REP). Les règles en vigueur les chargent également de désigner un mandataire pour les obligations de responsabilité élargie des producteurs dans chaque État membre où ils vendent leurs produits.

Afin de réduire les obstacles au sein du marché unique de l'UE, [la Commission a proposé de suspendre cette obligation](#) de désigner un mandataire pour la législation relative aux batteries, aux emballages, aux textiles, aux chaussures, aux produits électroniques et aux plastiques à usage unique.

Dans la [position](#) adoptée par la commission de l'environnement, les députés ont soutenu une suspension plus ciblée qui ne s'appliquerait qu'aux petites et microentreprises établies dans l'Union (moins de 50 salariés et un chiffre d'affaires ou un bilan annuel inférieur à 10 millions d'euros) et jusqu'en 2035, ou jusqu'à l'adoption d'un [acte législatif plus complet sur l'économie circulaire](#).

Les députés débattront de la législation lundi, puis voteront sur la position du Parlement mardi. Si elle est adoptée, le Parlement sera prêt pour les négociations avec les États membres sur la forme définitive de la loi.

Mercredi, lors d'un débat distinct avec le Conseil et la Commission, les députés exposeront leurs priorités pour le futur acte législatif sur l'économie circulaire, afin de contribuer à l'autonomie stratégique de l'Europe, de soutenir la compétitivité et de rendre la vie des Européens plus abordable.

Débat: lundi 19 octobre (suspension de la REP); mercredi 21 octobre (acte législatif sur l'économie circulaire)

Vote: mardi 20 octobre (suspension de la REP)

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture (suspension de la REP);

Déclarations du Conseil et de la Commission sans résolution (acte législatif sur l'économie circulaire)

En savoir plus

[Profil de la rapporteure Ingeborg ter Laak \(PPE, NL\)](#)

[Fiche de procédure \(règlement\)](#)

[Fiche de procédure \(directive\)](#)

[Service de recherche du PE - Responsabilité élargie des producteurs \(24/09/26, en anglais\)](#)

Position du Parlement sur le budget de l'UE pour 2027

Mercredi, les députés voteront sur une résolution dédiée au budget 2027, avant l'ouverture des négociations avec le Conseil.

Les députés souhaitent rétablir le milliard d'euros en crédits d'engagement et les 501,8 millions d'euros en crédits de paiement qui ont été supprimés dans la position du Conseil. Ils proposent également d'augmenter d'1,17 milliard d'euros les crédits d'engagement destinés à différents programmes par rapport au [projet de budget de l'UE pour 2027 présenté par la Commission européenne](#). Ils préconisent notamment des financements supplémentaires pour le programme de recherche Horizon Europe, les réseaux de transport et d'énergie, le programme EU4Health et Erasmus+, le soutien aux jeunes agriculteurs et à l'agriculture, ainsi que l'adaptation au changement climatique. Ils souhaitent également renforcer les moyens dont dispose l'UE pour faire face aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence.

La gestion des migrations et des frontières, la mobilité militaire, le soutien aux politiques de voisinage méridional et oriental de l'UE, ainsi que l'aide humanitaire figurent également parmi les priorités budgétaires du Parlement pour 2027.

Enfin, les députés souhaitent que le remboursement de la dette de l'UE soit financé sans réduire les crédits alloués aux programmes essentiels.

Procédure : procédure budgétaire

Débat : mardi 20 octobre

Vote : mercredi 21 octobre

Conférence de presse avec Nils Ušakovs (S&D, Lettonie), rapporteur général pour le budget de l'UE 2027 (section III – Commission européenne), et Michalis Hadjipantela (PPE, Chypre), rapporteur pour les autres sections, le mercredi 21 octobre à 14h30

En savoir plus

[Communiqué de presse à la suite de l'adoption de la résolution sur le budget 2027 par la commission des budgets \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse sur les amendements budgétaires adoptés \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Communiqué de presse sur les priorités du Parlement pour le budget annuel 2027](#)

[Détails de la procédure budgétaire pour 2027](#)

[Fiche thématique consacrée au budget](#)

[Commission des budgets](#)

COP31: les priorités en vue du sommet d'Antalya sur le climat

Les députés devraient plaider en faveur d'une sortie plus rapide des énergies fossiles, d'un financement plus important de l'action climatique et d'un soutien renforcé aux pays vulnérables.

La [Conférence des Nations unies sur les changements climatiques \(COP31\)](#), qui se tiendra du 9 au 20 novembre, sera axée sur l'accélération de la transition vers une sortie des énergies fossiles, le lancement du processus du prochain bilan mondial et l'augmentation des financements climatiques, notamment grâce à la mise en œuvre du [nouvel objectif collectif quantifié en matière de financement climatique \(NCQG\)](#), adopté lors de la COP29.

La [résolution](#) sur les priorités du Parlement, présentée par la commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire, souligne qu'il est urgent d'accélérer la transition mondiale vers une sortie des énergies fossiles, alors que 2025 figure parmi les années les plus chaudes jamais enregistrées et que l'Europe reste le continent qui se réchauffe le plus rapidement. En matière de financement, les députés souhaitent alléger le poids de la dette des pays vulnérables et garantir des financements en faveur de l'adaptation au changement climatique et pour faire face aux [pertes et préjudices](#).

Le débat sur la Conférence des Nations unies sur le changement climatique aura lieu mercredi soir. Les députés voteront sur une résolution jeudi.

Contexte

La loi européenne sur le climat a fixé à l'UE l'objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 et de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 1990. En février 2026, le [Parlement a actualisé cette législation en fixant un objectif de réduction des émissions de 90 % à l'horizon 2040](#).

Une [délégation de 15 députés](#), conduite par [Lídia Pereira](#) (PPE, Portugal), participera aux négociations sur le climat du 16 au 20 novembre.

Débat: mercredi 21 octobre

Vote: jeudi 22 octobre

Procédure: Questions orales au Conseil et à la Commission, avec résolution

En savoir plus

[Service de recherche du PE - La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques COP31 \(septembre 2026, en anglais\)](#)

Accélérer le déploiement du réseau ferroviaire à grande vitesse en Europe

Mardi, les députés adopteront leurs recommandations visant à améliorer les liaisons ferroviaires à grande vitesse dans l'UE et à renforcer la cohésion territoriale.

Le rapport, [préparé par la commission des transports et du tourisme](#), préconise la mise en place d'un réseau ferroviaire européen à grande vitesse interopérable, innovant, accessible et intermodal, qui profite concrètement aux citoyens et garantisse une utilisation efficace des fonds publics.

Les députés souhaitent que le réseau à grande vitesse relie non seulement les capitales européennes, mais aussi les principaux pôles urbains de toutes les régions européennes et des principaux pays voisins. Ils demandent que le [cadre financier pluriannuel 2028-2034](#) prévoie des financements suffisants et spécifiquement consacrés à cet objectif, notamment en préservant et en renforçant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), ainsi qu'en soutenant les investissements dans le cadre des plans nationaux.

Les députés encouragent également les États membres et les opérateurs ferroviaires à rendre les billets de train à grande vitesse plus abordables, notamment en proposant des tarifs accessibles, des réductions adaptées et des formules d'abonnement.

Contexte

En novembre 2025, la Commission européenne a adopté son [plan d'action pour le transport ferroviaire à grande vitesse](#), qui définit les mesures nécessaires pour mettre en place, d'ici à 2040, un réseau européen plus rapide, plus interopérable et mieux connecté. Depuis 2014, plus de [100 milliards d'euros issus de programmes de l'UE](#) ont été alloués à des projets d'infrastructures ferroviaires.

Procédure : rapport d'initiative

Vote : mardi 20 octobre

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Vicent Marzà Ibáñez \(Verts/ALE, Espagne\)](#)

Une politique de cohésion plus forte pour les villes et les régions frontalières orientales de l'UE

Les députés devraient demander que la future politique de cohésion garantisse le "droit de rester" dans les villes de l'UE et renforce le soutien aux régions confrontées à l'agression russe.

Les deux rapports arrivent à un moment décisif pour la future architecture de la politique de cohésion de l'Union, étant donné que le Parlement finalise sa position sur plusieurs dossiers comprenant le train de mesures législatives pour l'après-2027, notamment les plans de partenariat nationaux et régionaux (PPNR), le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion, Interreg et d'autres instruments connexes, en amont des négociations interinstitutionnelles.

Placer les villes au centre de la politique de cohésion

Les députés devraient pousser la Commission à appliquer le principe du ["droit de rester"](#) dans le [cadre financier pluriannuel](#) (CFP) 2028-2034, avec des fonds de cohésion pour soutenir le logement abordable, les emplois de qualité, les services publics essentiels, les transports, les soins de santé et la connectivité, en particulier dans les villes et les territoires confrontés au déclin démographique et au dépeuplement. Le débat aura lieu lundi et sera suivi d'un vote mardi.

Une stratégie spécifique pour les régions frontalières orientales

Reconnaissant les défis spécifiques auxquels sont confrontées les régions exposées à l'agression militaire, aux menaces hybrides et à la pression géopolitique de la Russie, un deuxième rapport connexe soumis au vote en plénière jeudi appelle à accroître les investissements en faveur de la cohésion dans les infrastructures numériques, la connectivité, la préparation civile, la résilience et les infrastructures à double usage. Elle propose également des dotations réservées allant jusqu'à 10 % des budgets des instruments de financement pertinents de l'UE, ainsi qu'un financement Interreg spécifique d'au moins 150 millions d'euros pour compenser les pertes résultant de la [suspension de la coopération avec la Russie et le Bélarus](#).

Débat: lundi 19 octobre (villes)

Vote: mardi 20 octobre (villes)/jeudi 22 octobre (régions frontalières)

Procédure: rapports d'initiative

En savoir plus

[Étude du service de recherche du PE sur le programme européen pour les villes: relever les défis auxquels les villes sont actuellement confrontées \(février 2026, en anglais\)](#)

[Étude du service de recherche du PE sur les régions frontalières orientales de l'Union — Adapter la politique de cohésion à l'évolution du paysage sécuritaire \(septembre 2026, en anglais\)](#)

Des aides pour le Portugal, l'Espagne, l'Italie et Malte après de violentes tempêtes

Le Parlement devrait approuver le versement d'une aide de 489 millions d'euros à ces quatre pays à faire face aux conséquences des violentes tempêtes et inondations survenues en 2026.

Les fonds provenant du [Fonds de solidarité de l'Union européenne \(FSUE\)](#) serviront à financer les opérations d'urgence et de reconstruction indispensables, notamment la remise en état des infrastructures essentielles et des services publics, ainsi que les opérations de déblaiement et de nettoyage, à la suite de la tempête Harry, qui a frappé Malte et l'Italie en janvier 2026, et des tempêtes qui ont touché le Portugal et l'Espagne en janvier et février 2026.

La répartition de l'aide proposée est la suivante :

- Portugal : 261,5 millions d'euros ;
- Espagne : 149,1 millions d'euros ;
- Italie : 74,9 millions d'euros ;
- Malte : 3,7 millions d'euros.

Depuis sa création en 2002, le Fonds de solidarité de l'Union européenne a versé plus de 11 milliards d'euros d'aide à la suite de 150 catastrophes, dont 130 catastrophes naturelles et 20 urgences sanitaires, dans 25 États membres (Royaume-Uni compris) et six pays candidats à l'adhésion.

Procédure : procédure budgétaire

Vote : mercredi 21 octobre

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Rapporteuse : Lucia Yar \(Renew, Slovaquie\)](#)

[Proposition de la Commission européenne](#)

[Commission des budgets](#)

Fonds européens en faveur des travailleurs licenciés en Finlande

Mercredi, les députés devraient voter sur le versement d'1,1 million d'euros en faveur de 351 travailleurs ayant perdu leur emploi dans l'industrie papetière finlandaise.

L'aide du [Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés \(FEM\)](#) devrait permettre à 351 salariés licenciés de l'industrie papetière de retrouver un emploi dans les régions finlandaises d'Etelä-Suomi et d'Helsinki-Uusimaa. Elle financera des services personnalisés, notamment des formations à la recherche d'emploi, des formations professionnelles, des aides à la création d'entreprise et des allocations, un projet pilote fondé sur l'intelligence artificielle visant à répondre aux besoins en matière de recrutement, des subventions salariales, des aides à la mobilité ainsi qu'un accompagnement à la création d'entreprise.

Selon la Commission européenne, depuis 2007, le FEM a aidé plus de 185 000 personnes dans 20 pays européens, grâce à un financement de 737 millions d'euros. Depuis mai 2026, le FEM peut également financer des [formations destinées aux travailleurs menacés de licenciement](#).

Procédure: procédure budgétaire

Vote: mercredi 21 octobre

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Rapporteuse : Aura Salla \(PPE, Finlande\)](#)

[Proposition de la Commission européenne \(en anglais\)](#)

[Commission des budgets](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Autres sujets à l'ordre du jour

- Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté, déclarations du Parlement, un tour d'orateurs des groupes politiques, lundi
- Interface publique connectée au système d'information du marché intérieur pour la déclaration de détachement de travailleurs, Johan Danielsson et Andreas Schwab, vote mardi
- Protection des adultes: compétence, loi applicable, reconnaissance et exécution des mesures et coopération, Jana Toom, vote mardi
- Lutte contre la fraude à la TVA — l'efficacité de la coopération transfrontalière en matière de fraude à la TVA et son incidence sur le budget de l'UE, Ondřej Knotek, vote mardi
- Façonner l'avenir de la politique de concurrence de l'UE: application du droit de la concurrence de l'UE et prochaine révision des lignes directrices sur les concentrations, heure des questions (Commission), mardi
- Un nouveau partage des responsabilités pour l'avenir des relations euro-méditerranéennes — le pacte pour la Méditerranée, Nicola Zingaretti, débat mardi, vote mercredi
- Renforcer les compétences dans l'Union — possibilités d'enseignement et de formation professionnelle en période de transition, Brigitte van den Berg, débat mardi, vote mercredi
- Décharge 2024: Budget général de l'UE — Conseil européen et Conseil, Pasquale Tridico, vote mercredi
- Programme Pericles V d'échange, d'assistance et de formation pour la protection de l'euro contre le faux monnayage 2028-2034, Michael McNamara, vote mercredi
- Lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres, Li Andersson, vote mercredi
- Réduire dès à présent les coûts et les obligations de déclaration inutiles — prochaines étapes concrètes pour apporter un soulagement rapide aux entrepreneurs de l'UE, débat d'actualité demandé par un groupe politique (PPE), mercredi
- Présentation du rapport annuel 2025 de la Cour des comptes, en présence de Tony Murphy, Président de la Cour des comptes, débat mercredi

- Renforcer la gouvernance mondiale de l'IA, déclaration de la Commission, jeudi